



NI ALLÉGEANCE, NI COMPLAISANCE!

Le premier tour des élections législatives est une nouvelle déroute pour le camp présidentiel, avec une nette hausse de la participation. Les citoyens ont exercé un droit démocratique fondamental : le droit de vote.

La confédération a fait paraître son cahier revendicatif, rappelant son attachement à l'indépendance et ses exigences prioritaires dans une période de confusion inédite. FO, comme c'est le cas à chaque élection, ne donnera aucune consigne de vote pour le second tour. Mais bien évidemment, cela ne signifie nullement que nous serions en retrait. Quelle que soit l'issue de ces élections, nous réaffirmerons nos revendications, sans allégeance ni complaisance à l'égard de tel ou tel.

Nous les réaffirmerons d'autant plus que malgré le flou, les approximations, les non-dits dans les discours et les programmes qui nous ont été servis, les questions sociales tiendront une place essentielle dans les semaines à venir.

Derrière les slogans, les promesses n'engagent que ceux qui y croient, un an à peine après le passage en force sur la réforme des retraites, dont FO revendique l'abrogation.

Sur l'Assurance chômage, l'annonce de la suspension du projet de réforme, qui visait notamment à durcir les conditions d'accès à l'indemnisation et à en réduire la durée, est une première victoire. Mais l'incertitude reste entière puisque les règles d'indemnisation courent seulement jusqu'au 31 juillet. FO rappelle qu'une solution existe, et exige que soit agréé l'accord d'Assurance chômage qui avait

été négocié et signé par les interlocuteurs sociaux le 27 novembre 2023. FO estime que cet accord permet de sécuriser les trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi les plus précaires et d'atténuer les effets dramatiques des réformes successives engagées ces dernières années.

Sur la protection sociale, qui peut dire qui sera en mesure de redonner sa force à la cotisation et de soutenir notre modèle social? Qui osera mettre un coup d'arrêt à un système d'allègements qui conduisent à de véritables trappes à bas salaire?

La tentation des uns et des autres de poursuivre les politiques d'exonérations est forte. En témoignent les projets de redonner du pouvoir d'achat en exonérant les augmentations de salaire de cotisations sociales ou encore en transférant les cotisations sociales vers la TVA. Sans jamais expliquer ou reconnaître que chaque euro d'exonération supplémentaire, c'est quasiment

la certitude d'un euro en moins pour la Sécurité sociale puisque la compensation par l'État devient de plus en plus aléatoire.

La tentation de l'étatisation est toujours là, contre le paritarisme et les interlocuteurs sociaux. C'est pourquoi FO rappelle son exigence de redonner toute sa place à la négociation collective, sans cadrage imposé par l'exécutif, permettant la prise en compte des revendications.

Ni allégeance ni complaisance! Nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes pour défendre nos droits et notre modèle social. FO, profondément attachée aux valeurs républicaines, défendra les droits de tout un chacun et luttera contre toutes les formes de discrimination.

**Quelle que soit
l'issue
de ces élections,
nous réaffirmerons
nos revendications!**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr